

Préface

Agriculture paysanne, agriculture familiale moderne Agricultures capitalistes ou agricultures dans le capitalisme : les réformes foncières nécessaires en Asie et en Afrique

Samir Amin

Les auteurs de cet ouvrage ont démontré avec compétence que le mode capitaliste de développement de l'agriculture en Afrique enfermait les peuples dans des impasses tragiques. Ces impasses sont analysées dans leurs différentes dimensions – l'expropriation massive des paysans, la surexploitation de leur travail et de la nature, l'abandon de l'objectif de la souveraineté alimentaire, l'aggravation des inégalités au détriment des femmes, etc. La diversité des pays étudiés (le Sénégal et l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique australe, le Maroc) permet de couvrir raisonnablement l'ensemble du continent. Mais les auteurs vont plus loin : pour chacune des facettes de l'impasse ils identifient les composantes majeures de l'alternative positive d'un mode de développement paysan.

Bernard Founou-Tchuigoua, dans son introduction, démontre qu'il n'y aura pas de « renaissance africaine » sans réponse correcte à la question paysanne. Je voudrais dans cette préface tenter une synthèse de cette question centrale. Car si le capitalisme est bien parvenu à résoudre à sa manière la question agraire dans les centres développés de la triade (États-Unis, Europe, Japon), pour les pays de la périphérie, cette même voie capitaliste, parce qu'elle n'intègre pas mais exclut la paysannerie, devient synonyme de barbarie. J'analyse donc le contraste qui oppose les formes de l'agriculture capitaliste des centres à celles qui commandent l'intégration des paysans des régions périphériques dans le capitalisme contemporain. Cela permet de comprendre les raisons pour lesquelles il n'y a pas d'alternative acceptable sans la garantie de l'accès au sol de tous les paysans d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et d'articuler cette exigence aux politiques macroéconomiques nationales et internationales qui pourraient soutenir le modèle paysan choisi.

Au Nord : une agriculture familiale efficace parfaitement intégrée dans le capitalisme dominant

L'agriculture familiale moderne, dominante en Europe occidentale et aux États-Unis, a largement démontré sa supériorité par rapport à d'autres formes de la production agricole. La production par travailleur/an qui la caractérise (l'équivalent de 1 000 à 2 000 tonnes de céréales) n'a pas d'équivalent, et a permis à un segment minime de la population active (de l'ordre de 5 %) de nourrir richement le pays en entier et même de dégager des excédents exportables. L'agriculture familiale moderne a par ailleurs démontré une capacité d'absorption des innovations exceptionnelle et beaucoup de souplesse d'adaptation à l'évolution de la demande.

Cette agriculture ne partage pas avec le capitalisme ce qui constitue la spécificité par excellence de son mode d'organisation majeur du travail. Dans l'usine, l'importance du collectif des travailleurs permet une division du travail poussée, qui est elle-même à l'origine du bond en avant de la productivité. Dans l'entreprise agricole familiale, ce collectif se réduit pour l'essentiel à un ou deux individus (le couple de fermiers), parfois assisté d'un, deux ou trois associés ou ouvriers permanents, mais aussi, dans certains cas, d'un plus grand nombre de saisonniers (notamment pour la récolte des fruits et légumes). Aucune division du travail fixée définitivement n'est généralement pratiquée et les tâches sont polyvalentes et variables. Dans ce sens cette agriculture familiale n'est pas capitaliste.

Néanmoins cette agriculture familiale moderne constitue un segment indissociable de l'économie capitaliste dans laquelle elle est totalement intégrée :

- (i) dans l'entreprise agricole familiale, l'auto consommation ne compte plus ; l'entreprise tire l'intégralité de sa légitimité de sa production pour le marché. La logique qui commande donc les options de production n'est plus celle qui caractérisait les agricultures paysannes d'hier (analysées par Chayanov) ou d'aujourd'hui (dans les pays du tiers monde contemporain).
- (ii) l'efficacité de l'entreprise familiale tient à son équipement moderne. Cette agriculture concentre, comme on le sait, 90 pour cent des tracteurs et autres équipements. Cet équipement, qui est « acheté » (fut-ce à crédit) par les agriculteurs en question, est donc leur « propriété ». Dans la logique du capitalisme, l'agriculteur est à la fois un travailleur et un capitaliste et son revenu devrait correspondre à la somme du salaire de son travail et du profit tiré de sa propriété du capital mis en œuvre. Comme on le sait, il n'en est rien. Les revenus nets des agriculteurs en question sont comparables aux salaires moyens gagnés dans l'industrie de leur pays. Les politiques nationales d'intervention et de régulation mises en œuvre justement en Europe et aux États-Unis où domine cette forme de l'agriculture ont pour objectif proclamé d'assurer (à travers des systèmes de subventions) l'égalité revenus des « paysans » / revenus des « ouvriers ». Les profits du capital mis en œuvre par les agriculteurs sont donc ici captés par les segments du capitalisme industriel et financier situés en amont.

(iii) dans l'agriculture familiale de l'Europe et des États-Unis, le composant que la rente foncière représente, lui-même censé constituer dans l'économie conventionnelle la rémunération de la productivité de la terre, ne se retrouve pas dans la rémunération du fermier-proprétaire, ou du propriétaire (quand ce n'est pas le fermier). Le modèle français « d'anes-thésie du propriétaire » est ici fort éclairant, les droits de l'exploitant ayant acquis dans la législation la priorité sur ceux du propriétaire. Aux États-Unis, où le « respect de la propriété » est toujours bénéficiaire de la priorité absolue, le même résultat est obtenu en contraignant de facto la presque totalité des entreprises familiales à être propriétaires des terres qu'elles exploitent. La rente de propriété de principe disparaît alors de la rémunération des fermiers.

L'efficacité de l'agriculture familiale en question tient également au fait qu'elle exploite (en propriétaire ou pas) des superficies adéquates de bonnes terres : ni trop petites, ni inutilement grandes. La surface exploitée qui correspond, pour chaque étape du développement des moyens mécanisés, à ce que peut mettre en valeur un fermier seul (ou un petit collectif familial), s'est graduellement élargie, comme Marcel Mazoyer l'a parfaitement montré (dans les faits) et démontré (comme exigence d'efficacité).

(iv) le contrôle de la production agricole opère également en aval par celui du commerce moderne (notamment des grandes surfaces).

(v) en définitive donc, l'exploitant agricole familial, si efficace soit-il (et il l'est), n'est qu'un « sous-traitant » pris dans les pinces en amont de l'agro business (qui lui impose semences sélectionnées, demain OGM), de l'industrie (qui fabrique les équipements et les produits chimiques), de la finance (qui lui donne les crédits nécessaires), en aval de la commercialisation par les grandes surfaces. Son statut est plus proche de celui de l'artisan (producteur individuel) exploité naguère dans le cadre du putting out (le tisserand dominé par le marchand qui lui fournissait le fil et écoulait ses tissus).

Certes cette forme d'agriculture n'est pas exclusive dans le monde capitaliste moderne. Il existe parfois des grandes entreprises de l'agrobusiness, parfois de « grandes propriétés » employant un nombre élevé de salariés (quand ces propriétés ne sont pas concédées en fermage à des agriculteurs familiaux) - ce fut le cas dans les terres de la colonisation en général, encore le cas en Afrique du Sud (cette forme de latifundia ayant été abolie par la réforme agraire du Zimbabwe). On en trouve des formes diverses en Amérique latine, peu « modernisées » ici, fort « modernisées » (c'est-à-dire mécanisées) là, comme dans le Cône Sud. Il reste que l'agriculture familiale est dominante en Europe et aux États-Unis.

Les expériences du « socialisme réellement existant » avaient mis en place des formes « industrielles » de production agricole. Le « marxisme » à l'origine de cette option était celui de Karl Kautsky qui, à la fin du XIXe siècle, avait « prédit » non la modernisation de l'entreprise agricole familiale (son équipement et sa spécialisation), mais sa disparition au profit de grandes unités de production à l'image de l'usine, censées bénéficier des avantages

d'une division interne du travail poussée. Cette prédiction ne s'est pas matérialisée en Europe et aux États-Unis. Mais par contre, on a cru au mythe qu'elle véhiculait en Union soviétique, en Europe de l'Est (avec quelques nuances), en Chine et au Vietnam (dans des modalités propres à ces pays), et un moment à Cuba. Indépendamment d'autres raisons qui ont agi dans le sens de l'échec de ces expériences (la gestion bureaucratique, l'articulation sur une mauvaise planification macroéconomique, la dilution des responsabilités faute de démocratie, etc.), celui-ci doit être d'abord rapporté à l'erreur de jugement concernant les avantages de la division du travail et de la spécialisation, extrapolé sans justification de certaines formes de l'industrie à d'autres champs de la production et de l'activité sociale.

On remarquera que si l'échec est ici désormais reconnu, il n'en est pas de même pour ce qui est des formes de l'agriculture capitaliste de régions de l'Amérique latine ou de l'Afrique australe mentionnées plus haut. Pourtant l'échec est ici aussi patent en dépit de la rentabilité et de la compétitivité de ces formes latifundiaires modernisées. Car cette rentabilité est obtenue par un effroyable gaspillage écologique (destructions irréversibles de potentiels productifs et de terres arables) et social (salaires de misère).

Au Sud : des agricultures paysannes pauvres composantes d'un capitalisme périphérique dominé

Les agricultures paysannes du Sud rassemblent près de la moitié de l'humanité - trois milliards d'êtres humains. Ces agricultures se partagent à leur tour entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées), néanmoins fort peu motorisées, dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production évolue autour de 10 quintaux seulement par actif. L'écart entre la production moyenne de l'agriculteur du Nord et celle de l'agriculteur paysan, qui était de 10 à 1 avant 1940, est aujourd'hui de 100 à 1. Autrement dit les rythmes des progrès de la productivité dans l'agriculture ont largement dépassé ceux des autres activités, entraînant une réduction des prix réels de 5 à 1.

Cette agriculture paysanne des pays du Sud est, elle aussi, bel et bien intégrée dans le capitalisme local et mondial. Cependant l'examen de l'état des lieux fait immédiatement apparaître les convergences et les différences entre les deux espèces d'économie « familiale ».

Différences gigantesques, visibles et incontestées :

- (i) l'importance de l'autoconsommation dans les économies paysannes du Sud, seul moyen de survie pour les populations rurales concernées ;
- (ii) la faible efficacité de cette agriculture, non équipée en tracteurs et autres matériels, souvent micro fundiaire en termes de superficies des exploitations ;
- (iii) cette faiblesse se traduit par la pauvreté du monde rural considéré (trois quarts des victimes de la sous-alimentation sont des ruraux) ;

- (iv) l'incapacité grandissante de ces systèmes à assurer le ravitaillement alimentaire de leurs villes ;
- (v) la taille des problèmes, l'économie paysanne en question concernant près de la moitié de l'humanité.

En dépit de ces différences, l'agriculture paysanne en question est déjà intégrée dans le système capitaliste global dominant. Dans la mesure de ses contributions au marché, elle dépend d'inputs achetés (au moins produits chimiques et semences sélectionnées) et est victime des oligopoles qui contrôlent la commercialisation de ses produits. Pour les régions ayant « bénéficié » de la « révolution verte » (la moitié de la paysannerie du Sud), les ponctions opérées sur la valeur des produits par le capital dominant en amont et en aval sont extrêmement lourdes. Mais elles le sont également, en termes relatifs, pour l'autre moitié de la paysannerie du Sud, compte tenu de la faiblesse de sa production.

La modernisation de l'agriculture du Sud par la « voie capitaliste » est-elle possible et souhaitable ?

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'une stratégie de développement de l'agriculture cherchant à reproduire systématiquement au Sud le parcours qui a produit l'agriculture familiale moderne du Nord. On imaginera facilement alors qu'une vingtaine (ou une cinquantaine) de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux-mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux ? À l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 pour cent l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fût-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de milliards d'êtres humains « en trop ».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole »), il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt ou cinquante millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante ou deux cents millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, trois milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme

est entré dans sa phase sénile descendante ; la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbare, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

Alors, que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux, ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable souveraineté alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme – autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial – comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes. Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial, la régulation souhaitable passe probablement par des accords interrégionaux répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

La réforme foncière au cœur des options concernant l'avenir des sociétés paysannes

L'axe central dans le débat concernant l'avenir des agricultures paysannes tourne autour de la question du statut régissant l'accès au sol.

Les réformes nécessaires des régimes fonciers en Afrique et en Asie devront s'inscrire dans la perspective d'un développement au bénéfice de l'ensemble de la société, en particulier de ses classes travailleuses et populaires, en y incluant bien entendu les paysans, orienté vers la réduction des inégalités et l'éradication radicale de la « pauvreté ». Ce paradigme du développement implique la combinaison d'une macroéconomie « mixte » (associant l'entreprise privée et la planification publique) fondée sur la double démocratisation de la gestion du marché et de celle de l'État et de ses interventions, et de l'option en faveur d'un développement de l'agriculture fondé sur l'exploitation paysanne familiale.

La mise en œuvre de cet ensemble de principes fondamentaux – dont il faudra évidemment définir les modalités concrètes et spécifiques à chaque pays et phase de son développement – constitue par elle-même la construction de « l'alternative » dans ses dimensions nationales. Celle-ci doit être évidemment accompagnée par des évolutions capables de la soutenir tant aux niveaux régionaux requis qu'au niveau mondial, par la construction d'une

mondialisation alternative négociée et non plus imposée unilatéralement par le capital transnational dominant, l'impérialisme collectif de la triade (États-Unis – Europe – Japon) et l'hégémonisme des États-Unis.

Nous n'abordons ici qu'un seul aspect de cette problématique complexe : celui qui concerne les règles régissant l'accès à l'usage du sol agricole. Ces règles doivent être conçues dans une perspective qui « intègre et non exclut », c'est-à-dire qui permette à l'ensemble des agriculteurs d'avoir accès au sol, condition première de la reproduction d'une « société paysanne ». Ce droit fondamental ne suffit certes pas. Encore faut-il s'assurer qu'il soit accompagné par des politiques permettant aux exploitations paysannes familiales de produire dans des conditions assurant une croissance affirmée de la production nationale (garantissant à son tour la souveraineté alimentaire du pays) et l'amélioration parallèle des revenus réels de l'ensemble des paysans concernés. Il s'agit de mettre en œuvre un ensemble de propositions macroéconomiques et des formes de leur gestion politique adéquates, et de soumettre les négociations concernant l'organisation des systèmes d'échanges internationaux aux exigences des premières. Ces dimensions du problème ne seront pas discutées ici.

L'accès au sol étant régi par le statut de sa propriété, les « réformes » le concernant constituent l'objet de notre discussion. Le langage utilisé dans ce domaine demeure souvent imprécis, faute de conceptualisation suffisante. En français les termes de « réformes foncières », de « réformes agraires » et parfois de « lois concernant le domaine national », de « transformations des modes d'exploitation », en anglais ceux de « land tenure », « land system » sont souvent utilisés les uns pour les autres.

Il faut d'abord distinguer deux familles de « statuts fonciers » (ou de « régimes fonciers ») : ceux qui sont fondés sur la propriété privée du sol agricole et ceux qui ne le sont pas.

Les régimes fonciers fondés sur la propriété privée du sol

Le propriétaire dispose ici, pour employer les termes du droit romain, de l'usus (droit de mettre en valeur), du fructus (propriété des produits de cette mise en valeur), et de l'abusus (droit d'aliéner). Ce droit est « absolu » dans ce sens que le propriétaire peut cultiver sa propriété lui-même ou la donner en location ou même s'abstenir de cultiver. La propriété peut être donnée ou vendue, elle entre dans l'ensemble des actifs bénéficiaires des droits d'héritage.

Sans doute ce droit est-il souvent moins absolu qu'il ne le paraît. Dans tous les cas l'usage est soumis aux lois régissant l'ordre public (interdisant son usage illégal pour des cultures de stupéfiants par exemple), de plus en plus à des réglementations concernant la préservation de l'environnement. Un plafond est fixé aux superficies des propriétés d'un individu ou d'une famille dans certains pays ayant procédé à une réforme agricole (voir plus loin). Les droits des fermiers locataires (durée et garantie du bail, montant de la rente foncière) limitent ceux des propriétaires, à des degrés divers pouvant aller jusqu'à donner à l'exploitant locataire le bénéfice majeur de la protection de l'État et de ses politiques agricoles (c'est le cas de la

France). La liberté de choisir ses cultures n'est pas toujours la règle. En Egypte, de tout temps, les services de l'agriculture de l'État imposent des proportions des parcelles affectées aux différentes cultures en fonction de leurs exigences en eau d'irrigation.

Ce régime foncier est moderne, dans le sens qu'il est le produit de la constitution du capitalisme historique (« réellement existant ») à partir de l'Europe occidentale (l'Angleterre en premier lieu) et des colonies de peuplement européen de l'Amérique. Il a été mis en place par la destruction des systèmes « coutumiers » de réglementation de l'accès au sol, en Europe même. Les statuts de l'Europe féodale étaient fondés sur la superposition des droits sur la même terre : ceux du paysan concerné et des autres membres d'une communauté villageoise (serfs ou libres), ceux du seigneur féodal, ceux du Roi. L'assaut a pris la forme des « enclosures » en Angleterre, imitée de manières diverses dans tous les pays de l'Europe au cours du XIXe siècle. Marx a dénoncé très tôt cette transformation radicale qui a exclu la majorité des paysans de l'accès à l'usage du sol, pour en faire des prolétaires émigrés en ville (par la force des choses) ou demeurés sur place en qualité d'ouvriers agricoles (ou de métayers/fermiers), qu'il a rangé dans la famille des mesures d'accumulation primitive déposant les producteurs de la propriété ou de l'usage des moyens de production.

L'utilisation des termes du droit romain (*usus et abusus*) pour qualifier le statut de la propriété bourgeoise moderne indique peut être que celui-ci avait des « racines » lointaines, en l'occurrence celles de la propriété du sol dans l'Empire romain, et plus précisément celles de la propriété latifundiaire esclavagiste. Il reste que ces formes particulières de la propriété ayant disparu dans l'Europe féodale, on ne peut parler de « continuité » d'un concept « occidental » de la propriété (lui-même associé à « l'individualisme » et aux valeurs qu'il représente) qui n'a en fait donc jamais existé.

La rhétorique du discours du capitalisme sur lui-même – l'idéologie « libérale » – n'a pas seulement produit ce mythe de la « continuité occidentale ». Elle a surtout produit un autre mythe encore plus dangereux : celui de la « rationalité absolue et supérieure » de la gestion de l'économie fondée sur la propriété privée et exclusive des moyens de production, auquel le sol agraire est assimilé. L'économie conventionnelle prétend en effet que le « marché », c'est-à-dire l'aliénabilité de la propriété du capital et du sol, conditionne l'usage optimal (le plus efficient) de ces « facteurs de production ». Il faut donc, dans cette logique, faire du sol une « marchandise comme les autres », aliénable au prix du « marché », pour garantir que son usage soit le meilleur qui puisse être à la fois pour le propriétaire concerné et pour toute la société. Il ne s'agit là que d'une tautologie pauvre, mais c'est celle dont se nourrit tout le discours de l'économie bourgeoise (« vulgaire », c'est-à-dire acritique, pour reprendre les termes de Marx).

Cette même rhétorique croit pouvoir légitimer le principe de la propriété du sol par le fait qu'elle seule donnerait à l'agriculteur qui investit pour améliorer les rendements à l'hectare et la productivité de son travail (et de ceux qu'il emploie si c'est le cas) la garantie de ne pas être soudainement dépossédé du fruit de son travail et de son épargne. Il n'en est rien et d'autres

formes de réglementation du droit d'usage du sol peuvent produire des résultats équivalents. Enfin ce discours dominant étend les conclusions qu'il croit être en mesure de tirer de la construction de la modernité occidentale, pour les proposer comme les seules « règles » nécessaires au progrès de tous les autres peuples. Faire du sol partout une propriété privée au sens actuel du terme, tel que pratiqué dans les centres du capitalisme, c'est généraliser au monde entier la politique des « enclosures », c'est-à-dire accélérer la dépossession des paysans. Ce processus n'est pas nouveau : il a été amorcé et poursuivi au cours des siècles précédents de l'expansion mondiale du capitalisme, notamment dans le cadre des systèmes coloniaux. Aujourd'hui l'OMC se propose seulement d'en accélérer le mouvement, alors que précisément les destructions à venir que cette option capitaliste implique sont de plus en plus prévisibles et calculables et que de ce fait la résistance des paysans et des peuples concernés, par son déploiement, permettrait de construire une alternative véritable, authentiquement humaine.

Les régimes fonciers non fondés sur la propriété privée du sol

Cette définition est, comme on le voit, négative – non fondés sur la propriété privée – et de ce fait ne peut désigner un ensemble homogène. Car dans toutes les sociétés humaines, l'accès au sol est réglementé. Mais cette réglementation est gérée soit par des « communautés coutumières », soit par des « collectivités modernes », soit par l'État. Ou plus exactement et plus fréquemment par un ensemble d'institutions et de pratiques qui concernent les individus, les collectivités et l'État.

La gestion « coutumière » (exprimée en terme de droit coutumier ou dit tel) a toujours (ou presque) exclu la propriété privée (au sens moderne) et toujours garanti l'accès au sol à toutes les familles (plutôt que les individus) concernées, c'est-à-dire celles constituant une « communauté villageoise » distincte et s'identifiant comme telle. Mais elle n'a jamais (ou presque) garanti un accès « égal » au sol. D'abord, elle en a le plus souvent exclu les « étrangers » (vestiges des peuples conquis le plus fréquemment), les « esclaves » (de statuts divers), et partagé inégalement les terres selon les appartenances de clans, lignages, castes ou statuts (« chefs », « hommes libres », etc.). Il n'y a donc pas lieu de faire un éloge inconsidéré de ces droits coutumiers, comme hélas nombre d'idéologues des nationalismes anti impérialistes le font. Le progrès exigera certainement leur remise en question.

La gestion coutumière n'a jamais – ou presque – été celle de « villages indépendants ». Ceux-ci ont toujours été intégrés dans des ensembles étatiques, stables ou mouvants, solides ou précaires, selon les circonstances, mais fort rarement absents. Les droits d'usage des communautés et des familles qui les composaient ont donc toujours été limités par ceux de l'État, percepteur d'un tribut (raison pour laquelle j'ai qualifié la vaste famille des modes de production pré-modernes de « tributaire »).

Ces formes complexes de la gestion « coutumière », différentes d'un pays et d'une époque aux autres, n'existent plus que, dans le meilleur des cas, sous des formes dégradées à l'extrême, ayant subi l'assaut des logiques dominantes du capitalisme mondialisé depuis au moins deux siècles (en Asie et en Afrique), parfois cinq (en Amérique latine).

L'exemple de l'Inde est probablement dans ce domaine l'un des plus éclairants. Avant la colonisation britannique, l'accès au sol était géré par les « communautés villageoises », ou plus exactement par leurs castes – classes dirigeantes, au demeurant excluant les castes inférieures – les Dalits traités en une espèce de classe d'esclaves collectifs analogues aux ilotes de Sparte. Ces communautés étaient à leur tour contrôlées et exploitées par l'État impérial Moghol et ses vassaux (États des Rajahs et autres Rois), percepteurs du tribut. Les Britanniques ont élevé au statut de « propriétaires » les zamindars antérieurement chargés de la perception du tribut, se constituant de la sorte en classe de grands propriétaires fonciers alliés, au mépris de la tradition. Par contre ils ont maintenu la « tradition » quand celle-ci faisait leur affaire, par exemple en « respectant » l'exclusion des Dalits de l'accès au sol ! L'Inde indépendante n'a pas remis en question cet héritage colonial lourd qui est à l'origine de l'incroyable misère de la majorité de sa paysannerie et, partant, de son prolétariat urbain (Amin 2005). La solution de ces problèmes et la construction d'une économie familiale paysanne majoritaire viable passent de ce fait par une réforme agraire au sens strict du terme (voir plus loin le sens de cette proposition). Les colonisations européennes en Asie du Sud Est, celle des États-Unis aux Philippines, ont produit des évolutions du même type. Les régimes de « despotisme éclairé » de l'Orient (Empire Ottoman, Egypte de Mohamed Ali, Shahs d'Iran) ont également largement substitué la propriété privée au sens moderne du terme, au bénéfice d'une nouvelle classe improprement qualifiée de « féodaux » (par les courants majoritaires du marxisme historique), recrutée parmi les agents supérieurs de leur système de pouvoir.

De ce fait la propriété privée du sol concerne désormais la majorité des terres agricoles – particulièrement les meilleures d'entre elles – dans toute l'Asie, en dehors de la Chine, du Vietnam et des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, et il ne reste plus que des lambeaux de systèmes para coutumiers dégénérés, en particulier dans les régions les plus pauvres et les moins intéressantes pour l'agriculture capitaliste en place. Cette structure est fortement différenciée, juxtaposant grands propriétaires (capitalistes de la campagne dans la terminologie que j'ai proposée), paysans riches, paysans moyens, paysans pauvres et sans terre. Il n'existe ni « organisation », ni « mouvement » paysan qui transcendent ces conflits de classes aigus.

Dans l'Afrique arabe, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Kenya, les colonisateurs (sauf en Egypte) avaient octroyé à leurs colons (ou aux Boers en Afrique du Sud) des propriétés privées « modernes », en général de type latifundiaire. Cet héritage a certes été liquidé en Algérie ; mais ici la paysannerie avait pratiquement disparu, prolétarisée (et « clochardisée ») par l'extension des terres coloniales, tandis qu'au Maroc et en Tunisie, les bourgeoisies locales en ont pris la succession (ce qui a été également le cas en partie au Kenya).

Au Zimbabwe, la révolution en cours a remis en cause l'héritage de la colonisation au bénéfice en partie de nouveaux propriétaires moyens d'origine urbaine plus que rurale, en partie de « communautés de paysans pauvres ». L'Afrique du Sud demeure encore hors de ce mouvement. Les lambeaux de systèmes para coutumiers, dégénérés, qui subsistent dans les régions « pauvres » du Maroc ou en Algérie berbère comme dans les Bantoustans d'Afrique du Sud, subissent l'assaut des menaces de l'appropriation privative, alimentée de l'intérieur et de l'extérieur des sociétés concernées.

Dans toutes ces situations, les luttes paysannes (et éventuellement les organisations qui les animent ou s'y associent) doivent être qualifiées : s'agit-il de mouvements et de revendications de « paysans riches », en conflit avec telle ou telle orientation des politiques d'État (et des influences du système mondial dominant sur celles-ci), ou de paysans pauvres et de sans terre ? Les uns et les autres peuvent-ils entrer dans une « alliance » contre le système dominant (dit « néo-libéral ») ? À quelles conditions ? Dans quelle mesure ? Les revendications – exprimées ou non – des paysans pauvres et sans terre peuvent-elles être « oubliées » ?

En Afrique intertropicale, la persistance apparente des systèmes « coutumiers » demeure sans doute plus visible. Car ici, le modèle de la colonisation s'était engagé dans une direction différente et particulière qu'on a qualifiée – en français (le terme est intraduisible en anglais) – « d'économie de traite ». La gestion de l'accès au sol était laissée aux autorités dites « coutumières », néanmoins contrôlées par l'État colonial (par le biais de chefs traditionnels vrais ou faux fabriqués par l'administration). L'objectif de ce contrôle était de contraindre les paysans à produire, au-delà de leur autosubsistance, un quota de produits spécifiques d'exportation (arachides, coton, café, cacao). Le maintien d'un régime foncier ignorant la propriété privée faisait alors l'affaire de la colonisation, puisque aucune rente foncière n'entrait dans la composition du prix des produits désignés. Cela s'est traduit par un gaspillage de sols, détruits par l'extension des cultures, parfois définitivement (comme l'illustre la désertification du Sénégal arachidier). Une fois de plus, le capitalisme démontrait ici que sa « rationalité à court terme », immanente à sa logique dominante, était bel et bien à l'origine d'un désastre écologique. La juxtaposition d'une production alimentaire de subsistance et de productions d'exportation permettait également de payer le travail des paysans à des taux proches de zéro. Dans ces conditions, parler de « régime foncier coutumier », c'est forcer considérablement la note : il s'agit d'un régime nouveau qui ne conserve des « traditions » que les apparences, souvent dans ce qu'elles avaient de moins intéressant.

La Chine et le Vietnam fournissent l'exemple, unique, d'un système de gestion de l'accès au sol qui n'est ni fondé sur la propriété privée, ni sur la « coutume », mais sur un droit révolutionnaire nouveau, ignoré partout ailleurs, qui est celui de tous les paysans (définis comme les habitants d'un village) à un accès égal à la terre (j'insiste sur le qualificatif égal). Ce droit est la plus belle conquête des révolutions chinoise et vietnamienne.

En Chine, et encore davantage au Vietnam colonisé plus en profondeur, les systèmes fonciers « anciens » (ceux que j'ai qualifié de « tributaires ») étaient déjà passablement érodés

par le capitalisme dominant. Les anciennes classes dirigeantes du système de pouvoir impérial s'étaient largement accaparé les terres agricoles en propriété ou quasi propriété privée, tandis que le développement capitaliste encourageait la constitution de classes nouvelles de paysans riches. Mao Zedong est le premier – et sans doute le seul, suivi par les communistes chinois et vietnamiens – à avoir défini une stratégie de révolution agraire fondée sur la mobilisation de la majorité de paysans pauvres, sans terre et moyens. La victoire de cette révolution a permis d'emblée d'abolir la propriété privée du sol – à laquelle a été substituée celle de l'État – et d'organiser les formes nouvelles de l'accès égal de tous les paysans au sol. Cette organisation est certes passée par plusieurs phases successives, dont celle inspirée par le modèle soviétique fondé sur les coopératives de production. Les limites des réalisations atteintes par celles-ci ont conduit les deux pays à revenir à l'exploitation paysanne familiale. Ce modèle est-il viable ? Peut-il produire une amélioration continue de la production sans dégager un excédent de main-d'œuvre rurale ? À quelles conditions ? Quelles politiques de soutien exige-t-il de l'État ? Quelles formes de sa gestion politique peuvent-elles répondre au défi ?

Idéalement le modèle implique la double affirmation des droits de l'État (seul propriétaire) et de l'usufruitier (la famille paysanne). L'État garantit le partage égal des terres du village entre toutes les familles. Il interdit tout usage autre que la culture familiale, par exemple la location. Il garantit que le produit des investissements faits par l'usufruitier lui revienne dans l'immédiat par son droit de propriété sur toute la production de l'exploitation (commercialisée librement, quand bien même l'État garantirait-il par ses achats un prix minimal), à plus long terme par l'héritage de l'usufruit au bénéfice exclusif des enfants demeurés sur l'exploitation (l'émigré, quand il quitte le village, perd son droit d'accès au sol qui retombe dans le panier des terres à redistribuer). S'agissant de terres riches certes, mais aussi d'exploitations petites (voire naines), le système n'est viable que tant que l'investissement vertical (la révolution verte sans grande motorisation) s'avère aussi efficace pour permettre l'augmentation de la production par actif rural que l'investissement horizontal (l'extension de l'exploitation soutenue par l'intensification de la motorisation).

Ce modèle « idéal » a-t-il jamais été mis en œuvre ? On s'en est sans doute rapproché (par exemple à l'époque de Deng Xiaoping en Chine). Il reste que ce modèle, quand bien même aurait-il produit un degré fort d'égalité au sein d'un village, n'a jamais pu éviter les inégalités d'une communauté à l'autre, fonction de la qualité des sols, des densités de population, de la proximité des marchés urbains, et aucun système de redistribution (même à travers les structures des coopératives et des monopoles du commerce d'État de la phase « soviétiste ») n'a pu être à la hauteur du défi.

Ce qui est certainement plus grave, c'est que le système est lui-même soumis à des pressions internes et externes qui en érodent le sens et la portée sociale. L'accès au crédit, à des conditions satisfaisantes de fourniture des inputs, est l'objet de marchandages et d'interventions de toutes natures, légales ou illégales : l'accès « égal » au sol n'est pas synonyme d'accès

« égal » à de meilleures conditions de production. La popularisation de l'idéologie du « marché » favorise cette érosion : le système tolère (voire légitime à nouveau) la location (le fermage) et l'emploi de salariés. Le discours de la droite – encouragé par l'extérieur – répète qu'il faudra nécessairement donner aux paysans en question la « propriété » des terres et ouvrir le « marché des terres agricoles ». Il est plus qu'évident que derrière ce discours se profilent les paysans riches (voire l'agrobusiness) qui aspirent à agrandir leurs propriétés.

La gestion de ce système d'accès des paysans au sol est assurée jusqu'à présent par l'État et le parti qui fait un avec lui. On pourrait évidemment imaginer qu'elle le soit par des Conseils de village réellement élus. C'est sans doute nécessaire, car il n'y a guère d'autre moyen de mobiliser l'opinion de la majorité et de réduire les intrigues des minorités de profiteurs éventuels d'une évolution capitaliste plus marquée. La « dictature du parti » a prouvé qu'elle était largement soluble dans le carriérisme, l'opportunisme, voire la corruption. Les luttes sociales en cours dans les campagnes chinoises et vietnamiennes sont loin d'être inexistantes. Elles ne s'expriment pas moins fortement qu'ailleurs dans le monde. Mais elles demeurent largement « défensives », c'est-à-dire attachées à la défense de l'héritage de la révolution – le droit égal de tous à la terre. Cette défense est nécessaire, d'autant que cet héritage est plus menacé qu'il ne paraît, en dépit des affirmations répétées des deux gouvernements que « la propriété d'État du sol ne sera » jamais « abolie au bénéfice de la propriété privée » ! Mais cette défense exige aujourd'hui la reconnaissance du droit à le faire à travers l'organisation de ceux qui sont concernés, c'est-à-dire les paysans.

Le tableau des formes d'organisation de la production agricole et des statuts fonciers est trop varié à l'échelle de l'ensemble de l'Asie et de l'Afrique pour qu'une seule formule de « construction de l'alternative paysanne » puisse être recommandée à tous. Il faut entendre par « réforme agraire » la redistribution de la propriété privée quand celle-ci est jugée trop inégalement répartie. Il ne s'agit pas de « réforme du statut foncier », puisqu'on reste dans un régime foncier géré par le principe de la propriété. Cette réforme s'impose néanmoins à la fois pour satisfaire la demande, parfaitement légitime, des paysans pauvres et sans terre, et pour réduire le pouvoir politique et social des grands propriétaires. Mais là où elle a été mise en œuvre, en Asie et en Afrique après la libération des formes anciennes de la domination impérialiste et coloniale, elle l'a été par des blocs sociaux hégémoniques non révolutionnaires, au sens qu'ils n'étaient pas dirigés par les classes dominées et pauvres majoritaires, sauf en Chine et au Vietnam, où d'ailleurs pour cette raison il n'y a pas eu de « réforme agraire » au sens strict du terme, mais, comme je l'ai dit, la suppression de la propriété privée du sol, l'affirmation de la propriété de l'État et la mise en œuvre du principe de l'accès « égal » à l'usage du sol par tous les paysans. Ailleurs les réformes véritables ont dépossédé les seuls grands propriétaires au bénéfice finalement des paysans moyens et même riches (à plus long terme), en ignorant les intérêts des pauvres et sans terre. Cela a été le cas de l'Égypte et d'autres pays arabes. La réforme en cours au Zimbabwe risque de se situer dans une perspective analogue.

Dans d'autres situations, la réforme est toujours à l'ordre du jour du nécessaire : en Inde, dans l'Asie du Sud Est, en Afrique du Sud, au Kenya.

La réforme agraire, même là où elle demeure une exigence immédiate incontournable, constitue néanmoins un progrès ambigu par sa portée à plus long terme. Car elle renforce un attachement à la « petite propriété » qui devient un obstacle à la remise en cause du régime foncier fondé sur la propriété privée.

L'histoire de la Russie illustre ce drame. Les évolutions amorcées après l'abolition du servage (en 1861), accélérées par la révolution de 1905 puis les politiques de Stolypine, avaient déjà produit une « demande de propriété » que la révolution de 1917 a consacrées par une réforme agraire radicale. Et, comme on le sait, les nouveaux petits propriétaires n'ont pas renoncé avec enthousiasme à leurs droits au bénéfice des malheureuses coopératives conçues à l'époque, dans les années 1930. Une « autre voie » de développement à partir de l'économie familiale paysanne fondée sur la petite propriété généralisée aurait peut-être été possible. Elle n'a pas été tentée.

Mais qu'en est-il des régions (autres que la Chine et le Vietnam) où précisément le régime foncier n'est pas (encore) fondé sur la propriété privée ? Il s'agit bien sûr de l'Afrique intertropicale.

On retrouve ici un vieux débat. Vers la fin du XIXe siècle, Marx, dans sa correspondance avec les Narodniks russes (Vera Zassoulitch entre autres), ose affirmer que l'absence de propriété privée peut constituer un atout pour la révolution socialiste, permettre le saut à un régime de gestion de l'accès au sol autre que celui que commande la propriété privée. Mais il ne précise pas quelles formes ce régime nouveau devrait prendre, le qualificatif de « collectif », pour juste qu'il soit, demeurant insuffisant. Vingt ans plus tard, Lénine estima que cette possibilité n'existait plus, abolie par la pénétration du capitalisme et de l'esprit de la propriété privée qui l'accompagne. Jugement correct ou erroné ? Je ne me prononcerai pas ici sur cette question qui dépasse mes connaissances de la Russie. Toujours est-il que Lénine n'était guère porté à donner une importance décisive à cette question, ayant accepté le point de vue de Kautsky de la « Question agraire ». Kautsky généralisait la portée du modèle de l'Europe capitaliste moderne, et estimait que la paysannerie était appelée à « disparaître » par le fait de l'expansion capitaliste elle-même. Autrement dit le capitalisme aurait été capable de « résoudre la question agraire ». Vrai (à 80 %) pour les autres capitalistes (la Triade : 15 % de la population mondiale), cette proposition est fautive pour le « reste du monde » (85 % de sa population !). L'histoire démontre non seulement que le capitalisme n'a pas réglé cette question pour 85 pour cent des peuples, mais encore que dans la perspective de la poursuite de son expansion il ne pourra pas davantage la régler (sauf par le génocide ! belle solution !). Il a donc fallu attendre Mao Zedong, les Partis Communistes de Chine et du Vietnam pour donner une réponse adéquate au défi.

La question a resurgi dans les années 1960 avec l'accès de l'Afrique à l'indépendance. Les mouvements de libération nationale du continent, les États et États-partis qui en sont issus,

avaient bien, à des degrés divers, bénéficié du soutien des majorités paysannes de leurs peuples. Leur propension naturelle au populisme les portait à imaginer une « voie spécifique (« africaine ») du socialisme ». Celle-ci pouvait sans doute être qualifiée de très modérément radicale, dans ses rapports tant à l'impérialisme dominant qu'aux classes locales associées à son expansion. Elle n'en posait pas moins la question de la reconstruction de la société paysanne, dans un esprit humaniste et universaliste. Dans un esprit qui, souvent, s'avérait fort critique des « traditions », que les maîtres étrangers avaient au demeurant tenté de mobiliser à leur profit.

Tous les pays africains - ou presque - ont adopté le même principe, formulé dans un « droit de propriété éminente de l'État » sur l'ensemble du sol. Je ne suis pas de ceux qui considèrent que cette proclamation ait été « une erreur », ni qu'elle ait été motivée par un « étatisme » extrême.

L'examen des modes réels de fonctionnement du système actuel d'encadrement de la paysannerie et de son intégration dans l'économie mondiale capitaliste permet de mesurer l'ampleur du défi. Cet encadrement est assuré par un système complexe faisant appel à la fois à la « coutume », à la propriété privée (capitaliste) et aux droits de l'État. La « coutume » en question est dégénérée et ne sert guère que de décor au discours de dictateurs sanguinaires faisant l'appel qu'on connaît à « l'authenticité », feuille de vigne qu'ils croient cacher leur soif de pillage et leur trahison face à l'impérialisme. La propension à l'expansion de l'appropriation privative ne se heurte à aucun obstacle sérieux, autre que la résistance éventuelle des victimes. Dans certaines régions, mieux placées pour porter des cultures riches (zones irriguées, banlieues maraîchères), la terre s'achète, se vend et se loue sans titre foncier formel.

La propriété éminente de l'État, dont je défends le principe, devient elle-même le véhicule de l'appropriation privative. L'État peut ainsi « donner » les terres nécessaires à l'installation d'une zone touristique, d'une entreprise de l'agro business locale ou étrangère ou même d'une ferme de l'État. Les titres fonciers nécessaires pour l'accès aux périmètres aménagés font l'objet de distributions rarement transparentes. Dans tous les cas, les familles paysannes qui occupaient les lieux et sont priées de déguerpir sont les victimes de ces pratiques qui relèvent de l'abus de pouvoir. Mais « abolir » la propriété éminente de l'État pour la transférer aux occupants n'est pas faisable en réalité (il faudrait cadastrer tous les territoires villageois !), et, dans la mesure où on le tenterait, permettrait aux notabilités rurales et urbaines de s'emparer des meilleurs morceaux.

La réponse correcte aux défis de la gestion d'un système foncier non fondé sur la propriété privée (au moins de manière dominante) passe par la réforme de l'État et son implication active dans la mise en place d'un système de gestion de l'accès au sol modernisé, efficace (économiquement) et démocratique (pour éviter, ou tout au moins réduire, les inégalités). La solution n'est en aucun cas le « retour à la coutume », au demeurant impossible, et qui ne servirait que de moyen d'accroître les inégalités et d'ouvrir la voie au capitalisme sau-

vage. On ne peut pas dire qu'aucun des États africains n'a jamais tenté d'aller dans la voie recommandée ici.

Au Mali, l'Union soudanaise, au lendemain de l'indépendance en septembre 1961, amorçait ce qu'on a qualifié très incorrectement de « collectivisation ». En fait les coopératives mises en place n'étaient pas des coopératives de production, laquelle est demeurée de la responsabilité exclusive des exploitations familiales. Elles constituaient une forme de pouvoir collectif modernisé, se substituant à la prétendue « coutume » sur laquelle s'était appuyé le pouvoir colonial. Le parti qui assumait ce nouveau pouvoir moderne avait d'ailleurs une conscience claire du défi et s'était fixé l'objectif d'abolir les formes coutumières du pouvoir – jugées « réactionnaires », voire « féodales ». Sans doute, ce pouvoir paysan nouveau, formellement démocratique (les responsables étaient élus), ne l'était-il en réalité que dans la même mesure que l'État et le parti. Il exerçait en tout cas des responsabilités « modernes » : veiller à ce que l'accès au sol soit effectué « correctement », c'est-à-dire sans « discrimination », gérer les crédits, la répartition des inputs (fournis par le commerce d'État) et la commercialisation des produits (également en partie livrés au commerce d'État). Le népotisme et les exactions n'ont certes jamais été éradiqués dans la pratique. Mais la seule réponse à ces abus eût été la démocratisation progressive de l'État, non son « retrait » comme le libéralisme l'a imposé par la suite (par les moyens d'une dictature militaire d'une extrême violence), au bénéfice des commerçants (« dioulas »).

D'autres expériences, dans les zones libérées de Guinée-Bissau (sous l'impulsion des théories avancées par Amilcar Cabral), au Burkina Faso à l'époque de Sankara, ont tout autant abordé frontalement ces défis et parfois produit des avancées incontestables qu'on tente aujourd'hui de gommer des esprits. Au Sénégal, la mise en place de collectivités rurales élues constitue une réponse dont je défendrai sans hésitation le principe. La démocratie est une pratique dont l'apprentissage ne connaît pas de fin, pas plus en Europe qu'en Afrique.

Ce que le discours dominant du moment entend par « réforme du système foncier » va très exactement à l'opposé de ce que la construction d'une alternative authentique fondée sur celle d'une économie paysanne prospère exige. Ce discours, véhiculé par les instruments de la propagande de l'impérialisme collectif – la Banque mondiale, beaucoup des agences de coopération, mais aussi nombre d'ONG richement soutenues financièrement – entend par réforme foncière l'accélération de la privatisation du sol, et rien d'autre. L'objectif est évident : créer les conditions qui permettraient à des îlots « modernes » de l'agro business (étranger ou local) de s'emparer des terres qui sont nécessaires à leur expansion. Mais les productions supplémentaires que ces îlots pourraient fournir (pour l'exportation ou le marché local solvable) ne pourront jamais répondre au défi des exigences de la construction d'une société prospère pour tous, qui implique la progression de l'économie familiale paysanne dans son ensemble.

En contrepoint donc, une réforme foncière conçue dans la perspective de la construction d'une alternative réelle, efficace et démocratique, assise sur une production paysanne familiale

prospère, doit définir le rôle de l'État (propriétaire éminent principal) et celui des institutions et des mécanismes de gestion de l'accès au sol et aux moyens de production.

Je n'exclus pas ici des formules complexes et mixtes, au demeurant spécifiques à chaque pays. La propriété privée du sol peut être acceptée – au moins là où elle est établie et considérée comme légitime. Sa répartition peut – ou doit être revue là où cela s'impose, par des réformes agraires (pour l'Afrique subsaharienne, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Kenya). Je n'exclus pas même nécessairement, et dans tous les cas, l'ouverture d'espaces – contrôlés – à l'implantation d'agro business. Mais l'essentiel reste ailleurs : dans la modernisation de la production paysanne familiale et la démocratisation de la gestion de son intégration dans l'économie nationale et dans la mondialisation.

Je n'ai pas de « recette toute faite » (« blue-print ») à proposer dans ces domaines. Je me contenterai donc d'évoquer quelques-uns des grands problèmes que cette réforme soulève.

La question démocratique constitue l'axe indiscutable de la réponse au défi. Il s'agit d'une question complexe et difficile, qu'on ne saurait réduire au discours insipide de la bonne gouvernance et du pluripartisme électoral. La question comporte un volet culturel indiscutable : la démocratie invite à abolir les « coutumes » qui lui sont hostiles (les préjugés concernant les hiérarchies sociales, et surtout le traitement des femmes). Elle comporte des volets juridiques et institutionnels : la construction des systèmes de droits administratifs, commerciaux, personnels cohérents avec les objectifs du projet de construction sociale, et la mise en place des institutions (élues en général) adéquates. Mais surtout et en définitive, la progression de la démocratie dépendra de la puissance sociale de ses défenseurs. L'organisation de mouvements paysans est, dans ce sens, absolument irremplaçable. Ce n'est que dans la mesure où les paysanneries pourront s'exprimer que des avancées en direction de ce qu'on appelle « la démocratie participative » (par opposition à la réduction du problème aux dimensions de la « démocratie représentative ») pourront se frayer la voie.

La question des rapports entre les hommes et les femmes constitue une dimension non moins essentielle du défi démocratique. Qui dit « exploitation familiale » (paysanne) fait évidemment référence à la famille, laquelle est caractérisée jusqu'à ce jour et presque partout par des structures qui imposent la soumission des femmes et la surexploitation de leur force de travail. La transformation démocratique ne se fera pas dans ces conditions sans mouvements organisés des femmes concernées.

L'attention doit être appelée sur la question des migrations. Les droits « coutumiers » excluent en général les « étrangers » (c'est-à-dire tous ceux qui n'appartiennent pas aux clans, lignages et familles dont la communauté villageoise considérée est constituée) du droit au sol, ou en conditionnent l'accès. Or, les migrations occasionnées par le développement colonial et post colonial ont pris parfois des dimensions qui bousculent les concepts « d'homogénéité » ethnique des régions concernées par ce développement. Les émigrés, d'origine extérieure à l'État en cause (comme les Burkina Be en Côte d'Ivoire) ou, bien que formellement citoyens du même État, d'origine « ethnique » étrangère aux régions où ils

s'établissent (comme les Hausa dans l'État nigérian du Plateau), voient leurs droits sur les terres qu'ils ont mis en culture remis en cause par des mouvements politiques bornés et chauvins, qui n'en bénéficient pas moins de soutiens extérieurs. Mettre en déroute idéologique et politique les « communautarismes » en question et dénoncer sans concession les discours para culturels qui les sous-tendent est devenu désormais l'une des conditions incontournables d'avancées démocratiques authentiques.

L'ensemble des analyses et des propositions qui ont fait l'objet des développements qui précèdent ne concerne que le statut de la propriété et les règles d'accès au sol. Ces questions constituent effectivement un axe majeur dans les débats concernant l'avenir de la production agricole et alimentaire, des sociétés paysannes et des individus dont elles sont composées. Mais elles ne couvrent pas toutes les dimensions du défi. L'accès au sol reste vide de potentiel transformateur de la société si le paysan qui en bénéficie n'est pas en mesure d'accéder aux moyens indispensables à la production dans des conditions convenables (crédit, semences, inputs, accès aux marchés). Les politiques nationales comme les négociations internationales qui ont pour objet de définir les cadres dans lesquels les prix et les revenus sont déterminés constituent la matière de cet autre volet de la question paysanne.

Sur ces questions qui sortent du sujet traité ici, nous renvoyons le lecteur aux écrits de Jacques Berthelot – le meilleur analyste critique des projets d'intégration de la production agricole et alimentaire dans les marchés « mondiaux ». Nous nous contenterons donc ici de rappeler les deux conclusions et propositions majeures auxquelles nous sommes parvenus :

- (i) On ne peut pas accepter de traiter la production agricole et alimentaire et le sol comme des « marchandises » ordinaires et de ce fait convenir de la nécessité de les intégrer au projet de la libéralisation mondialisée promue par les puissances dominantes (les États-Unis et l'Union européenne) et le capital transnationalisé.

L'agenda de l'OMC, organisation héritière du GATT depuis 1995, doit être purement et simplement refusé. Il faut parvenir à convaincre les opinions en Asie et en Afrique, à commencer par les organisations paysannes, mais également au-delà toutes les forces sociales et politiques qui défendent les intérêts des classes populaires et ceux de la nation (et singulièrement les exigences de sa souveraineté alimentaire), tous ceux qui n'ont pas renoncé à un projet de développement digne de ce nom, que les négociations engagées dans le cadre de l'agenda de l'OMC ne peuvent rien produire d'autre que catastrophique pour les peuples d'Asie et d'Afrique, menacent tout simplement de ruiner plus de deux milliards et demi de paysans des deux continents, ne leur offrant d'autre perspective que la migration dans des bidonvilles, l'enfermement dans des « camps de concentration » dont la construction est déjà prévue pour les malheureux candidats à l'émigration.

Le capitalisme est parvenu à un stade où la poursuite de son expansion exige la mise en œuvre de politiques « d'enclosure » à l'échelle mondiale, analogues aux « enclosures » du

premier moment de son développement, en Angleterre. Sauf qu'aujourd'hui, la destruction à l'échelle mondiale des « réserves paysannes » de main-d'œuvre à bon marché ne sera rien de moins que synonyme de génocide de la moitié de l'humanité. À un pôle, la destruction des sociétés paysannes d'Asie et d'Afrique. À l'autre, des milliards de profits supplémentaires du capital mondialisé et de ses associés locaux provenant d'une production socialement inutile puisque non destinée à couvrir les besoins non solvables de centaines de millions d'affamés supplémentaires, mais seulement à augmenter la proportion des obèses au Nord et chez leurs émules du Sud !

Il faut donc purement et simplement appeler les États d'Asie et d'Afrique à se retirer de ces négociations et donc refuser par avance les décisions prises par les impérialistes des États-Unis et d'Europe au sein de leurs fameux « salons verts » de l'OMC. Il faut parvenir à faire entendre cette voix et contraindre les gouvernements concernés à lui donner l'écho nécessaire au sein de l'OMC.

- (ii) On ne peut pas davantage accepter les comportements des puissances impérialistes majeures, au demeurant associées dans leurs assauts contre les peuples du Sud (les États-Unis et l'Europe), au sein de l'OMC. Il faut savoir que ces puissances qui tentent d'imposer unilatéralement les propositions du « libéralisme » aux pays du Sud ne se privent pas de s'en libérer elles-mêmes, par des comportements qu'on ne peut qualifier autrement que comme des tricheries systématiques.

Le Farm Bill des États-Unis et les politiques agricoles de l'Union européenne violent les principes même que l'OMC prétend imposer aux autres. Les projets de « partenariat » proposés par l'Union européenne pour faire suite à la Convention de Cotonou, à partir de 2008, sont véritablement « criminels », pour employer l'expression forte mais juste de Jacques Berthelot. On peut et doit donc mettre en accusation ces puissances dans les instances mêmes de l'OMC prévues à cet effet. Un groupe de pays du Sud pourrait le faire. Il doit le faire.

Les paysans d'Asie et d'Afrique se sont organisés dans l'étape antérieure des luttes de libération de leurs peuples. Ils ont trouvé leur place dans de puissants blocs historiques qui ont permis de remporter la victoire sur l'impérialisme de l'époque. Des blocs qui ont parfois été révolutionnaires (Chine et Vietnam) et ont alors trouvé leurs bases rurales principales dans les classes majoritaires de paysans moyens, pauvres et sans terre. Ou, lorsque, ailleurs, ils ont été dirigés par les bourgeoisies nationales ou les couches qui aspiraient à le devenir, dans les classes de paysans riches et moyens, isolant ici les grands propriétaires, là les chefferies « coutumières » à la solde de la colonisation.

La page tournée, le défi du nouvel impérialisme collectif de la triade (États-Unis, Europe, Japon) ne sera relevé que si se constituent en Asie et en Afrique des blocs historiques qui ne peuvent être un remake des précédents. Définir, dans les conditions nouvelles, la nature de ces blocs, leurs stratégies et leurs objectifs immédiats et à plus long terme, tel est le défi auquel est confronté le mouvement dit alter mondialiste et ses composantes constitutives des forums sociaux. Un défi beaucoup plus sérieux que ne l'imaginer un grand nombre des mouvements engagés dans les luttes en cours.

Un défi complexe et multidimensionnel

La voie de la modernisation capitaliste est-elle aussi « efficace » que le prétendent les économistes conventionnels ?

Imaginons que par ce moyen un doublement de la production (passant donc de l'indice 100 à l'indice 200) soit obtenu au prix de l'élimination de 80 pour cent des ruraux en surplus (l'indice du nombre des agriculteurs actifs tombe de 100 à 20). Le gain apparent, mesuré par l'accroissement de la production par actif, est considérable : celle-ci est multipliée par 10. Mais rapportée à l'ensemble de la population concernée, elle n'est multipliée que par 2. Il faudrait donc distribuer gratuitement tout cet accroissement de la production pour simplement maintenir en vie les paysans éliminés qui ne trouveront pas d'emploi alternatif en ville. Ainsi s'exprime très exactement ce que Marx écrivait à propos de la paupérisation associée à l'accumulation du capital.

Le défi (« fonder le développement sur la rénovation des sociétés paysannes ») est multidimensionnel. Je me contenterai ici d'appeler l'attention sur les conditions de la construction des alliances politiques nécessaires et possibles qui permettent de faire avancer des solutions (dans l'intérêt des paysans travailleurs bien sûr) à tous les problèmes posés : accès au sol et aux moyens de le mettre en valeur convenablement, rémunération correcte du travail paysan, amélioration de cette rémunération en parallèle à celle de la productivité de ce travail, régulation convenable des marchés aux niveaux nationaux, régionaux et mondiaux.

Des organisations paysannes nouvelles qui existent en Asie et en Afrique animent des luttes en cours visibles. Souvent, lorsque les systèmes politiques rendent impossible la constitution d'organisations formelles, les luttes sociales à la campagne prennent la forme de « mouvements » sans direction, au moins, apparente. On doit analyser davantage ces actions et les programmes, quand ils existent. Quelles forces sociales paysannes représentent-ils, dont ils défendent les intérêts ? La masse majoritaire des paysans ? Ou les minorités qui aspirent à trouver leur place dans l'expansion du capitalisme mondialisé dominant ? Méfions-nous des réponses trop rapides sur ces questions complexes et difficiles. Gardons-nous de « condamner » nombre d'organisations et de mouvements sous prétexte qu'ils ne mobilisent pas les majorités paysannes autour de programmes radicaux. Cela reviendrait à ignorer les exigences de la formulation d'alliances larges et de stratégies d'étapes. Mais gardons-nous également de souscrire au discours de « l'alter mondialisme naïf », qui donne souvent le ton dans les forums, et alimente l'illusion que le monde serait engagé sur la bonne voie par la seule existence des mouvements sociaux. Un discours, il est vrai, qui est davantage celui de nombreuses ONG – de bonne volonté peut être – que des organisations paysannes et ouvrières.

Je n'ai pas la naïveté de penser que tous les intérêts que ces alliances pourraient rassembler sont naturellement convergents. Dans toutes les paysanneries, il y a des riches et des pauvres (parfois sans terre). Les conditions d'accès au sol sont le produit de trajectoires historiques

différentes qui ont, pour les uns, ancré l'aspiration à la propriété dans les mentalités, pour les autres, protégé les droits à l'accès au sol du plus grand nombre. Les rapports des paysanneries au pouvoir d'État sont aussi le produit de parcours politiques différents, notamment en ce qui concerne les mouvements de libération nationale d'Asie et d'Afrique : populismes, démocraties paysannes, autocraties d'État anti paysannes traduisent la diversité de ces héritages. Les modalités de gestion des marchés internationaux favorisent les uns, pénalisent les autres. Ces divergences d'intérêts trouvent leur écho parfois dans la multiplicité des organisations paysannes, souvent dans les divergences de stratégies politiques adoptées.

Les analyses et propositions offertes dans cette étude ne concernent que l'Asie et l'Afrique. Les questions agraires en Amérique latine et dans les Caraïbes comportent leurs particularités et parfois leur singularité. Ainsi dans le cône sud du continent (Brésil méridional, Argentine, Uruguay et Chili), le « latifundisme » modernisé, mécanisé et bénéficiaire de main-d'œuvre à bon marché constitue-t-il la forme d'exploitation la mieux adaptée aux exigences d'un système capitaliste mondialisé libéral, plus compétitive même que l'agriculture des États-Unis et de l'Europe.

Bibliographie

- Amin, S. *et al.*, 2005, *Les luttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXI^e siècle*, Paris, les Indes Savantes.
- Amin, S., 2005, « L'Inde, une grande puissance ? », in Amin S., *Pour un Monde multipolaire*, Paris, Syllepses, coll. « Construire les alternatives ».
- Berthelot, J., L'agriculture, talon d'Achille de l'OMC, site web du Forum du tiers monde.
- Berthelot, J., 2004, Quels avenir pour les sociétés paysannes de l'Afrique de l'Ouest ? Site web du Forum du tiers monde, Dakar.
- Chayanov, A. V., 1925, *The Theory of Peasant Economy*.
- Mazoyer, M. Roudart, L., 1997, *Histoire des agricultures du monde*, Paris, Seuil.
- Mamdani, M., 2004, *Citoyen et sujet, l'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, Paris, Karthala.
- Kautsky, K., 1970, *La question agraire. Etude sur les tendances de l'agriculture moderne*, Paris, François Maspero.

